

Ensemble dans le SNESUP pour AGIR ! **(de manière unitaire et par-delà les tendances)**

Depuis plusieurs mois, nous subissons la pandémie. Le déficit structurel de moyens dont souffre l'ESR est tel que cette crise a des conséquences catastrophiques. En plus d'une forte surcharge de travail, nous devons faire face à la détresse des étudiants pour qui l'accès aux campus universitaires est très restreint, voire interdit ; détresse qui se double d'une dégradation des formations. Tout cela dans un contexte politique très inquiétant où la stupeur le dispute à l'indignation quand F. Vidal s'en prend aux collègues et aux libertés académiques.

Face à une telle situation, **notre syndicat doit adopter une orientation et des principes clairs, et mobiliser pour les mettre en œuvre :**

- Réouverture immédiate des campus et des formations avec 100 % de sécurité sanitaire « quoi qu'il en coûte » !
- L'enseignement en présence n'est pas une option parmi d'autres, c'est le fondement de notre métier ! Refus de l'hybridation imposée des enseignements. La liberté pédagogique est un droit.
- Défense des personnels (réelle revalorisation salariale/statuts/droits sociaux). Refus du localisme.
- Défense des franchises universitaires et des libertés publiques, retrait de la loi de sécurité globale.
- Arrêt de toutes formes de sélection sociale (Parcoursup, accès en master).
- Refus du dépeçage de l'ESR et de sa marchandisation (numérique notamment, certifications).
- Financements pérennes et emplois statutaires à hauteur des réels besoins.
- Rétablissement des prérogatives des CAP et du CNU (promotions, qualifications...).
- Défense du service public, de sa gratuité, de la qualité des diplômes et des formations.
- Refus de mettre en œuvre la catastrophique réforme de la formation des enseignants.

Le collectif trans-tendances *AGIR!* s'est constitué il y a quatre ans dans notre syndicat pour insuffler une réelle combativité unitaire face au démantèlement du service public de l'ESR. A chaque vague d'attaques venues des gouvernements successifs contre nos statuts et le service public, se sont opposées des mobilisations d'étudiants et de personnels ; chaque fois ont émergé - plus sous forme de réseaux sociaux que d'implantations locales - des regroupements comme SLR, SLU, SeM, groupe JP Vernant, RogueESR,... témoignant de la volonté de milliers de collègues de ne pas laisser faire, de partager analyses et modalités d'action. Mais la force de notre syndicat avec ses milliers d'adhérents, ses moyens et ses publications, n'a pas été suffisamment mobilisée pour aider à fédérer ces résistances. **C'est pour construire un syndicalisme renouvelé, rassembleur que nous, adhérents du SNESUP un peu partout en France, avons constitué *AGIR!***

Les mobilisations contre le projet de LPPR depuis l'automne 2019, l'expression du refus de la dégradation de nos enseignements, la construction de collectifs pour disputer la direction des universités aux mandarins aveuglément alignés sur les choix du ministère (leurs succès à Tours, Caen...), la cohésion renforcée de la CP-CNU ces derniers mois, invitent à rassembler avec la perspective de construire une force syndicale plus solide ancrée dans la FSU.

Nous voulons tourner la page d'épisodes éloignés de notre identité syndicale et qui ont affaibli le SNESUP (perte de 17% de syndiqués depuis les grandes luttes de 2009) : complaisance en 2016 avec la sélection à l'entrée en Master ; faible combativité en 2018 sur les grilles salariales des MCF sans reconnaissance de fait du doctorat ; attermoissements concernant le piège du protocole « primes » couplé avec la LPR en 2020 (son principe et la discrimination des PRAG/PRCE) ; injuste licenciement - toujours pas soldé - d'une salariée du siège pour lequel notre syndicat a été fortement condamné par les prud'hommes !

L'association depuis 2019 des tendances AS et EE-PSO à la direction du SNESUP n'a pas eu l'effet pluraliste qu'on pouvait attendre. Alors que bon nombre d'élus de la CA, soutenaient la proposition d'*AGIR!* d'autoriser une expression des tendances dans le mensuel, la direction a refusé cette mesure démocratique. Le fonctionnement avec 3 secrétaires généraux quasi permanents a même conduit à une forme d'hyper-contrôle de la vie syndicale, réduisant la réactivité et l'efficacité, à l'opposé de la vie démocratique normale. A la CAN, nos élu.e.s ont beaucoup pesé pour imprimer plus de lucidité et d'initiatives d'action dans les textes adoptés... mais les moyens nationaux pour en garantir la mise en œuvre et le succès n'ont pas toujours suivi.

AGIR! s'est créé pour réorienter notre syndicat, revitaliser nos sections, articuler l'échelon local à l'échelon national. Au congrès de 2019, *AGIR!* a proposé des modifications statutaires afin que les instances dirigeantes du syndicat soient plus représentatives de la base, moins soumises au clanisme des « tendances » : transparence dans la désignation des futurs membres de la CAN, limitation du nombre de mandats consécutifs, introduction d'élus des

sections à la CAN. AS, et sur certains points EE-PSO, s'y sont opposés. Ces propositions restent plus que jamais d'actualité.

Dans les établissements, les sections SNESUP et leurs militants font un travail considérable. Respect des droits sociaux et des statuts, moyens arrachés pour conserver ou ouvrir des formations, combats contre les fusions/expérimentations, succès aux élections... Pourquoi ne pas faire mieux connaître ces réussites dans notre communication, pour qu'elles se multiplient ? Cette dimension nationale ancrée dans la vie des sections - complétée d'audacieuses solidarités européennes et internationales - fait cruellement défaut : c'est là l'un des enjeux majeurs du congrès.

Nous militons pour une vie syndicale renouvelée, un SNESUP démocratique et combatif au service de tous les collègues (titulaires et non titulaires) et pour le rayonnement du service public. Sans exclusive, il est impératif que notre syndicat retrouve toute sa capacité d'organisation et d'action.

Dans un paysage syndical et politique fracturé, la responsabilité du SNESUP, syndicat d'intellectuels, est multiple. Les puissantes grèves de l'an passé ont bloqué la réforme des retraites, l'opposition à la LPR a été massive. Poursuivons ! Nous voulons un syndicat qui puisse être l'outil d'un rapport de forces pour donner aux orientations écologiques, économiques, sociales et universitaires de notre pays un cap progressiste et humaniste. Construisons avec le SNCS, le SNASUB, comme avec les milliers de collègues qui aujourd'hui ne se sentent pas représentés, des formes de rapprochement, vers un syndicalisme de masse pour résister et pour co-construire le service public d'enseignement supérieur et de recherche dont notre pays au XXI^{ème} siècle a besoin.

Votez AGIR!

Premiers signataires : S. ALEXENDROVA, P. ARBUS, A.F. BARONI, F. BENEY, G. BERGOUGNIOUX, H. BEZILLE, P. BOURDIN, E. CAUVIN, R. CHAULET, V. CHEVALIER, J. CLAUSTRE, C. DEVILLE, J. FABBRI, N. FÉREY, N. FIORI-DUHARCOURT, A. FREITAS, B. GENSANE, A. GONZALES, S. GUICHETEAU, C. HOFFMANN, C. JOBET, A. LACROIX-RIZ, X. LAMBERT, P. LANGLOIS, A. LANTZ, F. LAORDEN, A. LASSERRE, M. MARTINEZ, L. MERCURI, S. MOUTIER, A. PAGANO, E. PELLET, S. PITTIA, N. POUYANNE, D. RIMBAULT, F. RIVIÈRE, M. ROGEZ, H. ROMOTH, J. ROUSTAN, S. RUFAT, A. SABONI, M-T. SCHETTINO, M. SIABATO, F. SPAGNOLI, H. TER MINASSIAN, C. TERREAU, G. TOLLET, V. VISA-ONDARCUHU, d'Angers, Amiens, Besançon, Bordeaux, Caen, Cergy-P, Clermont-F, Evry, Lyon, Mulhouse, Nantes, Nevers, Nice, Orléans, universités de Paris, Pau, Rennes, Toulouse, Tours ou retraité-es.

Site AGIR : <https://agir-snesup.ouvaton.org/> et contact : agir.snesup@free.fr